

Conditions générales d'Utilisation

Bonjour et bienvenue sur Doctrine.fr, plateforme d'information juridique qui utilise l'intelligence artificielle pour rendre l'information juridique plus accessible, mieux organisée et plus pertinente.

Ce document (les « **CGU** ») est un contrat entre vous (« **vous** » et ses dérivés), visiteur du site accessible à l'URL <https://doctrine.fr> (le « **Site** »), et la société Doctrine, dont les détails figurent à l'article 1.

En naviguant sur le Site, vous êtes réputé avoir pris connaissance des CGU et les accepter sans réserve.

1. Signataire

Le Site est exploité par la société Forseti SAS, au capital de 8 532,79 €, immatriculée au RCS de Paris sous le n° 820 867 877, dont le siège social est situé 190, rue Championnet, 75018 Paris (« **Doctrine** » ou « **nous** » et ses dérivés).

2. Navigation et Compte d'essai

2.1. Vous pouvez accéder gratuitement à toute page contenant des informations publiques du Site dont vous connaissez l'adresse URL ou vers laquelle un autre site (par exemple, un moteur de recherche) vous a redirigé(e). Pour des raisons de sécurité, nous sommes susceptibles de soumettre votre accès au site à un test préalable (« **captcha** ») et/ou de limiter le nombre de pages consultées par jour.

2.2. Afin de vous convaincre de la qualité de nos Services, tels que définis dans nos Conditions Générales de Vente [accessibles ici](#), vous pouvez créer gratuitement un compte (un « **Compte** ») pour essayer les Services pendant une durée de sept (7) jours calendaires à compter de la création de ce Compte d'essai. Cet essai est non renouvelable et vous n'avez le droit de créer qu'un seul Compte d'essai. Afin de sécuriser la création de Comptes et nous assurer que les Comptes sont bien personnels, nominatifs et individuels, l'activation du Compte requiert la validation d'un numéro de téléphone portable et en cas de création suspecte de compte, la validation d'une adresse email. Vous vous engagez à utiliser votre Compte de manière exclusivement personnelle et à ne jamais permettre à un tiers de l'utiliser à votre place ou pour votre compte. Nous nous réservons le droit de supprimer tout Compte d'essai. Hors période d'essai, l'accès à nos Services est soumis à la souscription à un Abonnement (tel que défini à l'article 4 des CGV) sauf lorsque le contraire est spécifié dans nos CGV. Nous supprimons automatiquement les Comptes non activés au bout d'un mois et les Comptes inactifs au bout d'un an (pas d'accès au site ni de clic sur une newsletter).

3. Niveaux de service

3.1. Nous nous efforçons, sur la base d'une obligation de moyens, de maintenir en permanence l'accès au Site et nous nous engageons à procéder régulièrement à des contrôles afin de vérifier son fonctionnement et son accessibilité. À ce titre, il est possible que l'accès au Site soit momentanément suspendu à des fins de maintenance. Nous faisons notre maximum pour vous informer de ces périodes de maintenance et limiter votre gêne en les prévoyant autant que possible à des horaires de faible utilisation. Nous ne pouvons être tenus responsables des difficultés ou impossibilités momentanées d'accès au Site qui auraient pour origine des circonstances extérieures, notamment des perturbations des réseaux de télécommunication ou des défauts de nos prestataires d'hébergement. Nous nous engageons à mettre en œuvre nos meilleurs moyens pour assurer la fiabilité et la rapidité de mise en ligne des données que nous diffusons.

3.2. L'utilisation optimale des Services requiert l'utilisation d'un navigateur web récent et régulièrement mis à jour. Il appartient à l'Utilisateur de s'assurer que sa configuration informatique est compatible avec le Site. Nous ne saurions être tenus responsables d'un défaut d'accessibilité ou d'une dégradation de l'expérience utilisateur liés à l'utilisation d'une version de navigateur obsolète ou non supportée. Vous trouverez la configuration minimale requise pour accéder à votre compte Doctrine au lien suivant : <https://helpdoctrine.fr/fr/articles/13428211-quels-sont-les-navigateurs-pris-en-charge>.

3.3. La disponibilité de service est calculée mensuellement comme suit. Les requêtes HTTP reçues par nos serveurs sont classées en deux catégories :

- Requêtes traitées avec succès : toutes les requêtes avec un statut HTTP inférieur strictement à 500. Cela inclut donc les statuts HTTP 200 mais aussi les 404 et 403 par exemple.

- Requêtes ayant retourné une erreur « serveur » : toutes les requêtes avec un statut HTTP supérieur ou égal à 500. Elles correspondent à des défaillances dans nos serveurs ou notre application.

La disponibilité du service est calculée comme le rapport entre le nombre de requêtes traitées avec succès et le nombre total de requêtes (Requêtes traitées avec succès et Requêtes ayant retourné une erreur « serveur »). Le calcul est effectué mensuellement.

Doctrine se fixe comme objectif une disponibilité de service de 99,99 % selon la définition ci-dessus. Cet objectif est indicatif et ne constitue en aucun cas une obligation de résultat, en conséquence de quoi aucune action en responsabilité ne pourra être intentée pour défaut de réalisation de cet objectif. En tout état de cause, la disponibilité de notre service dépend de la disponibilité des services de notre prestataire d'hébergement, AWS, dont le contrat de niveau de service est disponible à l'adresse suivante : <https://aws.amazon.com/fr/legal/service-level-agreements/>. Afin d'atteindre cet objectif, nous nous efforçons de corriger toute anomalie empêchant la bonne utilisation du Site dans les plus brefs délais.

4. Propriété intellectuelle

4.1. Les textes, logiciels, logos et les contenus présents sur le Site sont susceptibles d'être protégés par un droit de propriété intellectuelle (comme par exemple un droit d'auteur ou une marque) qui nous appartient, qui nous est licencié ou qui fait l'objet d'une utilisation licite, à l'exception des décisions de justice et des textes de droit, qui ne sont soumis à aucun droit de propriété intellectuelle.

4.2. Nous renvoyons par ailleurs par des actes d'hyperliens vers des commentaires doctrinaux mis en ligne sur des pages de sites Internet tiers, et qui sont susceptibles d'être détenus par des tiers. Nous limitons notre utilisation sur le Site de ces commentaires à des mots isolés ou de très courts extraits, lorsque ces derniers sont disponibles.

4.3. Seuls les droits d'accès au Site et les droits d'usage de ses fonctionnalités vous sont reconnus, pour la durée de votre Compte et pour le monde entier. Il est donc strictement interdit d'effectuer toute opération visant à accéder au code source du Site, à sa base de données ou à tout élément susceptible d'être protégé par un droit de propriété intellectuelle, et de reproduire, représenter, diffuser ou utiliser les éléments protégés sans autorisation écrite et préalable de notre part.

4.4. Vous pouvez, dans le cadre des présentes CGU, nous fournir des suggestions, des demandes d'amélioration, des recommandations concernant les Services ou tout autre commentaire (les « **Retours d'expérience** »). Dans ce cadre, tous les droits de propriété intellectuelle en résultant reviendront à Doctrine. Vous nous accordez une licence gratuite, mondiale, cessible, irrévocable et perpétuelle pour implémenter, utiliser, modifier, exploiter commercialement, incorporer aux Services ou utiliser de toute autre manière tout Retour

d'expérience. Nous nous réservons également le droit de protéger par des droits de propriété intellectuelle toute fonctionnalité, tout composant ou toute amélioration pouvant découler de ce Retour d'expérience ou en être à l'origine.

5. Données personnelles

5.1. Nous sommes extrêmement attachés au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel. Nos pratiques sont détaillées dans notre Politique de données personnelles, [que vous pouvez trouver ici](#), et dans notre Politique de cookies, [que vous pouvez trouver là](#).

5.2. Nous pseudonymisons certaines données à caractère personnel mentionnées dans les décisions de justice conformément à notre Politique de données personnelles . Vous pouvez demander la pseudonymisation d'une décision de justice en utilisant le formulaire suivant : https://doctrine.fr/demande_anonymisation.

Vous pouvez exercer vos droits sur vos données à caractère personnel (accès, correction, effacement, opposition, etc.) en envoyant un e-mail à dpo@doctrine.fr ou via notre portail en ligne à l'adresse <https://wwwdoctrine.fr/contact/dpo>.

5.3. En revanche, pour toutes les demandes portant sur des décisions de justice provenant de la base de données Open Data tenue par la Cour de cassation ou par le Conseil d'État, nous vous invitons à les contacter directement. D'une part, les décisions de justice où votre nom, prénom ou adresse apparaissent risquent d'être diffusées non anonymisées par d'autres personnes et ce bien que nous ayons procédé à la modification de cette dernière sur notre site. D'autre part, les demandes d'occultation complémentaires ou de levée d'occultation relèvent de la compétence exclusive de la haute juridiction concernée.

- **Demande d'anonymisation**

Conseil d'État : opendata-signalerunprobleme@conseil-etat.fr

Cour de cassation : anonymisation.sder.courdecassation@justice.fr

- **Demande d'occultation complémentaire ou de levée d'occultation**

Conseil d'État : signalerunprobleme@conseil-etat.fr

Cour de cassation : occultations.courdecassation@justice.fr

6. Responsabilité

6.1. Nous nous engageons à mettre en œuvre nos meilleurs moyens, sans être soumis à une quelconque obligation de résultat, pour fournir le Site et ses fonctionnalités avec diligence et selon les règles de l'art. Nous ne pouvons être tenus responsables des dommages qui pourraient résulter de votre accès au Site : vous utilisez le Site, ses fonctionnalités et les informations que vous y trouverez sous votre seule responsabilité.

6.2. Doctrine n'est pas habilitée à offrir de services juridiques, et les textes, positions et analyses présentés, suggérés ou trouvés sur le Site ne constituent en aucun cas des recommandations ou des conseils juridiques professionnels. Nous vous invitons donc à soumettre tout problème ou question juridique à l'avis d'un professionnel dûment qualifié. De même, les contenus générés par intelligence artificielle ou les résultats de l'utilisation de l'intelligence artificielle sur Doctrine ne sauraient se substituer à l'analyse d'un professionnel. Il vous appartient de toujours vérifier leur fiabilité, exactitude et exhaustivité avant de vous y fier à quelque fin que ce soit ou de les mettre à la disposition de tiers.

6.3. Nous mettons en œuvre nos meilleurs efforts pour mettre et maintenir en ligne autant d'informations juridiques que possible. Cependant, nous sommes parfois forcés, notamment du fait de la protection de certains droits et secrets, à retirer des informations qui étaient présentes sur notre site. Nous regrettons toute gêne occasionnée mais ne pouvons être tenus pour responsables de tels retraits.

6.4. En tout état de cause, et sans préjudice de toute clause des CGU et/ou des CGV limitant notre responsabilité, la responsabilité que nous sommes susceptibles d'encourir est expressément limitée aux seuls dommages directs et avérés que vous auriez subis de notre fait.

7. Comportements prohibés

Les comportements suivants sont strictement prohibés et peuvent donner lieu à toute action afin de réparer les éventuels dommages causés, y compris la résiliation de toute convention qui nous lierait à vous :

- tous comportements de nature à interrompre, suspendre, ralentir ou empêcher l'accès au Site,
- toutes intrusions ou tentatives d'intrusions dans nos systèmes,
- tous détournements des ressources système du Site,
- toutes actions de nature à automatiser l'accès au Site et/ou son utilisation,
- tout téléchargement par un seul utilisateur de plus de 100 décisions de justice par semaine,
- toute visualisation par un seul utilisateur de plus de 1000 décisions de justice par jour,
- toutes actions de nature à imposer une charge disproportionnée sur nos infrastructures,
- toutes atteintes aux mesures de sécurité et d'authentification,
- tous actes de nature à porter atteinte à nos droits et intérêts financiers, commerciaux ou moraux et à ceux des usagers du Site,
- toute action visant à partager son accès nominatif avec un tiers (y compris au sein de la même Organisation, telle que définie aux CGV),

- toute action visant à monnayer, vendre, prêter ou concéder tout ou partie de l'accès aux Services ou au Site, ainsi qu'aux informations qui y sont hébergées et/ou partagées.

Nous nous réservons le droit de prendre toute mesure appropriée en cas de manquement à l'une des dispositions des CGU, des CGV si celles-ci vous sont applicables, ou plus généralement, d'infraction aux lois et règlements en vigueur.

8. Autres mentions

Nous indexons et faisons des liens vers des commentaires issus de multiples sources sur Internet. Nous renvoyons vers les pages hébergeant ces commentaires, ou à défaut, le site sur lequel ils sont disponibles. L'accès à ces pages peut être soumis à un abonnement préalable au site tiers, ce qui ne dépend aucunement de nous.

Les commentaires que nous indexons sont issus de sources juridiques que nous sélectionnons pour leur qualité ou qui nous sont proposées par nos clients disposant d'un abonnement en cours de validité. L'ordre d'affichage des commentaires indexés est lié à l'autorité reconnue à leur source.

Les informations publiques disponibles sur notre site proviennent des sites institutionnels (par exemple, data.gouv.fr, opendata.conseil-etat.fr, senat.fr, assemblee-nationale.fr), des sources en open data (par exemple, l'API Judilibre disponible via le portail PISTE) ou des institutions elles-mêmes (par exemple, de transmissions de décisions par les juridictions sur demande). Toutes ces informations sont fournies telles quelles, et Doctrine ne peut garantir leur exactitude, leur exhaustivité ou leur actualité.

9. Tolérance

Aucune tolérance sur l'application des dispositions des CGU ne peut être interprétée comme valant renonciation de Doctrine à s'en prévaloir ultérieurement.

10. Mises à jour

Nous nous réservons le droit de modifier, mettre à jour ou faire évoluer les CGU à tout moment. Toute modification fera l'objet d'une information par tout moyen adéquat quinze (15) jours avant l'entrée en vigueur des nouvelles CGU. Toute navigation à l'issue de cette période sera soumise aux nouvelles CGU.

11. Règlement des litiges

Nous sommes toujours disposés à examiner une solution amiable avant toute action en justice. En cas d'action judiciaire, le litige sera soumis à la loi française et à la juridiction du Tribunal judiciaire de Paris, ou, à défaut, du tribunal français territorialement compétent.

Si vous êtes un Particulier, vous disposez du droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation, conformément aux dispositions de l'article L. 612-1 du Code de la consommation. Conformément aux articles L.616-1 et R.616-1 du Code de la consommation, Doctrine a mis en place un dispositif de médiation de la consommation. L'entité de médiation retenue est : Médiation Consommation Développement/Med Conso Dev. En cas de litige, le Particulier pourra déposer sa réclamation sur le site : <https://www.medconsodev.eu> ou par voie postale en écrivant à Médiation Consommation Développement/Med Conso Dev, Centre d'Affaires Stéphanois SAS, Immeuble L'horizon – Esplanade De France, 3, rue J. Constant Milleret – 42000 Saint-Étienne.

12. Entrée en vigueur

Les présentes conditions générales sont entrées en vigueur le 23 janvier 2026.